



Face à l'arbitraire, réagissons. Rendez-vous lundi 16 janvier à 18h, devant le camp Hidalgo, pour un parcours du non-accueil grandeur nature. Liberté de circulation et d'installation ! Des papiers et des logements pour tous !

**L'Inter-Collectif Parisien de Soutien aux Migrant-es appelle à un nouvel happening militant**

**lundi 16 janvier à 18H devant le centre du boulevard Ney..**

Ce happening a pour but de lancer une série d'actions qui viennent questionner le centre et sa place dans le dispositif du « non-accueil » qui est à l'œuvre sous couvert d'une communication humanitaire :

**La mise en place d'un système de tri et de déportation de plus en plus « performant ».**

Un jeu de l'oie sera tracé au sol, il sera proposé à des militant.es et/ou passant.es/spectateurs de lancer le dé géant et d'expérimenter « le parcours de l'exilé.es » de la case Manuel Valls à la case Dublin en passant par les cases OFPRA, CRA et/ou déportation. Les contenus des différentes cases seront imprimés et distribués aux personnes présentes.

Ce happening sera l'occasion de prises de paroles des représentant.es d'associations et d'organisations membres de l'Inter-Collectif Parisien de Soutien aux Migrant.es engagées dans la lutte pour le respect des droits des personnes condition indispensable pour un accueil digne.

Ce jeu sera aussi le support pour donner aux migrant.es présent.es, des informations utiles sur leurs démarches et les risques que comportent pour elles et pour eux ce dispositif du non-accueil.

Enfin il sera le moyen de réaffirmer nos luttes contre les violences policières à l'œuvre depuis plusieurs mois. Aux portes même du centre dit « humanitaire », ces violences font partie intégrante de cette politique du non-accueil, dont le message est « toutes celles et tous ceux qui ne rentrent pas dans le centre humanitaire doivent disparaître » :

Le Centre Humanitaire de Paris, d'accueil et de transit des migrants récemment arrivés est saturé. Il est saturé depuis son ouverture, plus soucieux de la gestion des flux que de l'inconditionnalité de l'accueil pourtant annoncée par les responsables de la Mairie de Paris. Chaque jour, plus d'une centaine de personnes qui s'y présentent, ne sont pas admises et dorment donc dans la rue, situation d'autant plus intolérable en période de grand froid. Il est de la responsabilité constitutionnelle de l'Etat de mettre à l'abri les personnes migrantes. Non seulement cette mise à l'abri n'est pas assurée, mais ces migrants continuent à être harcelés depuis août et particulièrement depuis une dizaine de jours, par la multiplication de violences policières indignes et scandaleuses : confiscation en pleine nuit de leurs duvets et couvertures, utilisation de la force, de la violence, des gaz et de l'humiliation pour disperser et harceler, celles et ceux qui cherchent un abri. Il en résulte une grave atteinte à leur intégrité corporelle et par temps de grand froid un risque d'hypothermie. Par ailleurs, cette violence quotidienne se traduit depuis l'évacuation des camps de Stalingrad début novembre, par de nouveaux murs dans Paris faits de grillages : c'est la liberté de circulation de tous, migrants et habitants, dans l'espace public commun, qui est ainsi prise en otage. Cette violence illégitime, illégale et odieuse doit cesser ! Il en va de même du « délit de solidarité » comme répression de toutes celles et tous ceux qui humainement

s'engagent à les mettre à l'abri et les accompagner dans leurs démarches d'asile, témoignant qu'en France les valeurs d'accueil traditionnelles continuent à être portées par une part importante de la population. Nous nous opposons à cette politique qui tente de rendre invisible tout sujet migrant ou à la rue et contrevient absolument à la Convention de Genève de 1951. Il est indigne que des fonctionnaires d'État et des agents de la Ville soient enrôlés dans un « sale boulot » quand ce genre de situation dramatique appelle chacun au devoir de solidarité humaine et au strict respect de l'égalité des droits. Nous n'acceptons pas d'être les témoins silencieux de stratégies qui ajoutent la cruauté à l'indifférence et dont depuis des mois les réfugiés sont la cible. Enfin, il nous semble impérieux que face à celles et à ceux qui passent par notre pays ou y demandent refuge, notamment à Paris, répondent des politiques publiques courageuses qui prennent en compte l'ampleur du phénomène et le traitent avec dignité d'être humain à être humain, pour être à la hauteur de la confiance faite à la France par ceux qui ont tout quitté pour rejoindre un avenir meilleur.

contact : [inter-collectif-parisien-soutien-migrant-es@lists.riseup.net](mailto:inter-collectif-parisien-soutien-migrant-es@lists.riseup.net)